

LE MOUVEMENT CONSTITUTIONNEL EN IRAN



Sadegh Keyhani
Président de l'Association Culturelle
Franco-Iranienne Sabalan

1. Les contacts avec l'Occident

Résumé :

Avec les grandes dynasties qui se succédaient en Perse jusqu'aux Qâjâr, l'histoire semblait se répéter, même si chaque dynastie laissait son empreinte (en particulier les Safavides qui imposèrent le chiisme au XVIème siècle). Cependant, au XIXème siècle les transformations ont été plus brutales.

Les relations commerciales avec l'Europe et la présence militaire des grandes puissances de l'époque (la Russie au nord et l'Angleterre au sud) ont contribué à transformer des rapports sociaux archaïques ainsi que l'équilibre politique du pays. Dans un contexte d'imposition à l'Iran par les puissances étrangères de leur ordre et intérêts, un groupe s'est constitué autour de quelques penseurs et intellectuels pour remédier à cette situation jugée humiliante. Connaisseurs de l'histoire européenne, ils ont cherché dans cette même histoire des solutions modernes pour réveiller ce vieux pays. L'Europe représentait pour ce groupe un miroir dans lequel il était possible de voir les causes des malheurs de l'Iran mais également un certain nombre de pistes pour y remédier.

A) le commerce avec l'extérieur (XIX)

Le commerce avec les pays étrangers a provoqué dans un premier temps une véritable mutation économique : les commerçants ont contribué à la prospérité générale du pays. L'achat de terrains à cultiver et donc l'augmentation des exports ont reconfiguré le paysage socio-économique. Mais la chute soudaine des cours et la rivalité entre commerçants et paysans iraniens d'une part et commerçants étrangers d'autre part (ces derniers étant en position de force) ont plongé les premiers dans une situation jugée intolérable. Les compagnies étrangères contrôlaient le marché intérieur grâce aux lois sur la capitulation et le monopole sur le contrôle des douanes ainsi que sur des secteurs essentiels comme les transports et l'export. Le déchirement du tissu social, l'appauvrissement des couches populaires citadines et rurales ainsi que le mécontentement des commerçants du bazar ont nourri une situation explosive.

B) les conflits militaires avec les grandes puissances

Depuis la perte des provinces du Caucase au profit de la Russie et l'humiliant traité de Torkamanchaï en 1828, les classes dirigeantes s'interrogeaient sur les raisons de l'échec de l'Iran. Cela explique l'intérêt croissant pour le monde moderne. Abâs Mirza, héritier du roi, invita alors des experts militaires européens pour moderniser l'armée. Mais ces efforts se heurtèrent aux résistances des féodaux et chefs tribaux qui ne voulaient pas confier leurs troupes à l'Etat central.

C'est cette faiblesse de l'Etat qui a permis aux Anglais d'occuper Herât et de séparer définitivement l'Afghanistan de l'Iran.

C) les contacts intellectuels avec l'Europe

Parallèlement à la construction d'usines d'armement et la création d'une école militaire, Abâs Mirza envoyait des étudiants dans les pays européens. Cela a permis par la suite à Amir Kabir (premier ministre réformateur) de créer à Téhéran, avec l'aide de ces étudiants et celle de professeurs iraniens une école polytechnique. D'autres grandes écoles ont alors vu le jour dans les autres grandes villes.

Le clergé qui monopolisait le contrôle sur les anciennes écoles a réagi très violemment contre ces nouvelles écoles. En réalité, il existait déjà depuis le XVIIIème siècle des écoles « modernes » dans les provinces iraniennes, fondées par les missionnaires étrangers. Mais la majorité de ces élèves appartenait aux minorités religieuses. En ce qui concerne l'instruction des élèves musulmans, l'école « moderne » a donc été un sujet de conflit entre les intellectuels et le clergé.

2. L'idée d'une réforme politique

À partir du XIX^{ème} siècle, l'idée de réforme politique s'est ainsi progressivement installée dans les esprits des classes dirigeantes en contact avec l'Europe. La faiblesse militaire et économique de l'Iran face aux puissances étrangères ainsi que les développements scientifiques et techniques que connaissaient ces dernières, ont poussé le roi à moderniser la société. Les différentes tentatives des vizirs (ministres) se sont heurtées aux intérêts des féodaux, des chefs tribaux et du clergé. En effet, la modernisation de l'armée, du système d'imposition et de l'éducation menaçait le pouvoir de ces derniers. C'est d'ailleurs leur résistance qui a fait échouer ces réformes. Au milieu du XIX^{ème} siècle a connu une dernière révolte populaire contre le féodalisme. Cette révolte pris une forme religieuse avec le bahaïsme(1844), sévèrement réprimé. Quant à la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, elle a été le témoin d'une impossible réforme par le haut. Mais cela n'a pas freiné les intellectuels dans leur quête d'idées nouvelles.

C'est dans un tel contexte que s'est formé la première génération des penseurs de la révolution constitutionnelle. Leurs critiques s'adressaient au système politique et au clergé qu'ils identifiaient comme un obstacle majeur au progrès. Ils étaient très attachés aux idéaux de la révolution française, notamment à la liberté et au régime parlementaire. D'ailleurs les émigrés iraniens ont publié des journaux progressistes promouvant les idées démocratiques, à Istanbul, Bombay et au Caire.

Une deuxième vague (dernière décennie du XIX) d'idées révolutionnaires a vu le jour par l'intermédiaire des émigrés iraniens en Russie. En effet plus de 500 000 ouvriers d'origine paysanne travaillaient dans les provinces du sud de la Russie, notamment dans l'industrie pétrolière de Bakou. Cette population était très active dans les mouvements démocratiques de la fin du XIX^{ème} siècle. Ayant préservé leurs relations avec l'Iran et jouant le rôle de passerelle entre campagnes et villes, elle a fortement contribué à la propagation d'idées révolutionnaires dans le nord de l'Iran.

3. Les mouvements sociaux

Le premier fut celui des commerçants contre la réforme de la douane, réforme orchestrée par des agents belges recrutés par le gouvernement. Ce mouvement soutenu par les oulémas réussit à destituer les responsables belges du projet. Les premières manifestations donnèrent lieu à une première alliance entre des couches sociales différentes qui ne poursuivaient pas les mêmes objectifs. Les commerçants, les couches populaires citadines et les réformateurs s'opposaient à la domination de la Russie et de l'Angleterre car ces deux puissances constituaient avec le gouvernement des obstacles aux réformes politiques et sociales. Les oulémas aussi s'opposaient à la présence étrangère en Iran mais pour d'autres raisons : les changements de la société qu'induisaient les lois du marché allaient à l'encontre de leurs intérêts. La centralisation du pouvoir ébranlait l'ancien équilibre entre les oulémas et le roi. D'autre part, la présence d'étrangers, « ennemis chrétiens », était susceptible d'entraîner à terme, des changements de mœurs parmi les musulmans, ce qui était intolérable pour le clergé. C'est pourquoi les autorités religieuses ont répondu favorablement aux mouvements populaires. La dépendance financière des oulémas aux commerçants du Bazar a été une autre cause du soutien du clergé à ces derniers.

Ces manifestations ont abouti sur de nouvelles revendications : en décembre 1905 était signée une pétition pour la création d'une cour de justice. Des associations émanant de la société civile étaient créées dans toutes les villes. Des révolutionnaires actifs y jouaient un rôle central. En 1906, le mouvement pris une autre tournure : le peuple réclamait une assemblée consultative faisant appliquer également les droits sur tout le territoire. Les revendications ont donc changé sous l'influence de certains réformistes laïcs. On exigeait que les mêmes droits s'appliquent à tous.

4. La division du clergé

Dès le départ, une partie du clergé s'opposa à toutes ces réformes. Mais les oulémas qui participaient aux mouvements n'avaient pas conscience de la nature des réformes constitutionnalistes. Le plus renommé des théologiens Nouri, s'opposa à la revendication d'une « Assemblée nationale ». Mais devant l'ampleur du mouvement populaire, notamment en Azerbaïdjan, les autres autorités religieuses reculèrent. Nouri qui était resté ferme et s'était allié au roi dans un coup d'Etat anticonstitutionnel, le paya de sa vie par une pendaison populaire à Téhéran.

Bien qu'une partie du clergé ait été favorable à « l'Assemblée nationale », elle fit tout pour saper les acquis révolutionnaires une fois cette assemblée constituée, et ce, grâce à la composition conservatrice du Parlement. Mais malgré son esprit peu démocratique, le Parlement a joué son rôle en refusant notamment un emprunt négocié par la couronne auprès des Anglais et des Russes. Il créa une banque nationale.

L'arrivée de députés provinciaux, notamment ceux d'Azerbaïdjan, politisés, radicalisa les débats. Une commission parlementaire rédigea alors un supplément à la loi constitutionnelle, inspiré des constitutions belge et française. Une partie des députés (le clergé et ses alliés), s'opposa toutefois à la reconnaissance des libertés individuelles, à la suppression des tribunaux religieux, à l'étatisation de la justice. Tout ceci explique l'accentuation des tensions avec les députés les plus laïcs. Les partis politiques étant inexistant, ce sont les

associations et les clubs politiques qui propagèrent les idées progressistes au Parlement. Mais le clergé contre-attaqua en s'opposant aux Juifs de Chiraz et Kermân et au Bahaïs. La rupture entre les cléricaux et les laïcs alla en s'aggravant et le chaos s'installa peu à peu dans les provinces. Avec l'affaiblissement du pouvoir central, la Russie et la Grande-Bretagne pouvait se partager le pays.

Sans doute l'échec de l'union nationale était-elle en germe dans la victoire obtenue par l'alliance surprenante entre les courants populistes et les propriétaires, chefs tribaux opportunistes, intellectuels avides de progrès et un clergé inquiété par la perte de ses privilèges.

L'occupation et le chaos ont préparé le terrain pour un « homme fort ». Rezâ Chah destitua l'ancienne dynastie et constitua un « Etat moderne » mais en annihilant ce qui existait de démocratique.

5. Le rôle des minorités dans la révolution constitutionnelle

La majorité des idéologues ayant joué un rôle intellectuel déterminant dans la genèse du sentiment nationaliste et constitutionnaliste était influencée par les bahaïs-azalis. Ces intellectuels étaient fortement imprégnés du discours rationaliste et influencés par le discours socialiste.

C'est près d'un siècle avant les musulmans que les minorités religieuses (juive, chrétiennes et zoroastrienne) créèrent des écoles modernes. Le fait de constituer une minorité (et donc d'être la cible récurrente de répressions) ainsi qu'un niveau élevé d'éducation expliquent en partie qu'elles aient été des premiers révolutionnaires. Ainsi, parmi les révolutionnaires des provinces du nord, on comptait de nombreux Arméniens.

Les femmes aussi ont constitué une « minorité » progressiste voire radicale. Elles ont participé à la révolution constitutionnelle et même, à Tabriz, à la guerre. Bien que leur rôle ait été secondaire, elles avaient leurs propres écoles, associations et revendications. En 1909, elles réclamaient, par l'intermédiaire des députés laïcs, le droit de vote. Elles étaient d'ailleurs en contact avec les féministes européennes.

En ce sens, la révolution constitutionnelle fut un tournant dans l'histoire des femmes iraniennes. Musulmanes, Arméniennes, zoroastriennes, bahaïes, juives réclamaient d'une même voix l'accès à l'éducation, aux associations politiques, à la liberté.

6. Les étrangers

En dehors d'une très courte période, durant laquelle l'ambassade de Grande-Bretagne a donné l'asile aux réformateurs, les grandes puissances ont joué un rôle néfaste pendant et après la révolution constitutionnelle. Par contre, de nombreux ressortissants des pays étrangers ont individuellement aidé, ou par l'intermédiaire d'organisation, les révolutionnaires iraniens. Les socio-démocrates caucasiens ont participé à la libération de Tabriz (ce qui fut d'ailleurs salué par Kautsky). Quelques Américains ont été proches des révolutionnaires, tels **Morgan Shoster**, responsable de la trésorerie du gouvernement, et les Jordan (fondateurs du plus grand lycée de Téhéran). Mme Jordan fut d'ailleurs très active au sein des associations féministes.